



UNE POLITIQUE FORTE À L'INSTALLATION ET LA TRANSMISSION POUR ASSURER NOTRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2022 :

PROPOSITIONS DE JEUNES AGRICULTEURS



L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE, LA PREMIÈRE DES BATAILLES POUR L'AGRICULTURE

LA FERME FRANCE, UN ATOUT À CONSERVER

- 1^{ère} agriculture d'Europe – 18% de la production de l'Union ;
- Plus de 437 000 exploitations qui font vivre et travailler 824 000 personnes qui dynamisent les territoires ;
- 1,4 million de personnes (salariés et non salariés) en comptant les activités de production et de transformation liées à l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les industries agroalimentaires ;
- 3,4% du PIB français pour l'ensemble des activités agricoles et agroalimentaires ;
- La Surface Agricole Utile (SAU) représente 52% du territoire (28M/55M d'hectares) ;
- Leader européen dans la production bovine, céréalière, d'oeufs, de lin, graines oléagineuses, de légumes en conserve, de semences. 2^{ème} pour les betteraves sucrières, l'orge de brasserie, le vin, le lait et les produits laitiers ;
- Premier exportateur européen de vins et spiritueux, de semences, de pommes de terre, de malt et de céréales.

Source : ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (2019)

Lors de l'élection présidentielle, les débats sur l'agriculture se cristallisent habituellement sur des sujets clivants. Mais n'oublions pas les enjeux fondamentaux de notre Nation qui peuvent rassembler, notamment en agriculture car il s'agit d'un secteur stratégique pour la France. D'abord parce qu'elle est indispensable à notre souveraineté alimentaire, ce qui a été particulièrement souligné durant la crise sanitaire, et parce que notre pays est une puissance agricole majeure, contribuant positivement à la balance commerciale pourtant déficitaire.

En 1982, la France comptait 1,6 million d'agriculteurs (7,1% de l'emploi total). Ils sont aujourd'hui près de quatre fois moins. Cette baisse s'est jusqu'à maintenant stabilisée à maximum 2% par an. Malgré un certain volontarisme de la France pour installer plus de jeunes, l'agriculture connaît donc un bouleversement démographique considérable qui va s'accélérer. En effet, 45% des agriculteurs seront en âge de partir à la retraite d'ici la fin du prochain quinquennat. Il faut se préparer à une vague de 215 000 potentiels départs à la retraite, alors que la dynamique actuelle des installations ne permettrait même pas d'en remplacer la moitié d'entre eux.

Dans une optique réaliste, Jeunes Agriculteurs estime qu'un soutien des pouvoirs publics est nécessaire pour pouvoir espérer qu'au moins 2 départs à la retraite sur 3 soient compensés par une installation. Dans les 5 ans à venir, il sera donc nécessaire d'aller plus loin et de créer les conditions pour former et installer 150 000 chefs d'exploitation, tout en s'appuyant sur le dispositif à l'installation en poursuivant l'objectif de 10 000 installations aidées d'ici 2027.

Jeunes Agriculteurs propose ainsi aux candidats à l'élection présidentielle de se saisir de ces données, de les porter au débat et de formuler des propositions. Chacun aura sa réponse pour dire comment, en 5 ans, il ou elle souhaite poser les bases de notre souveraineté alimentaire qui repose sur des agricultures économiquement, socialement et environnementalement durables.

Nous vous proposons dans ce document des leviers pour trouver ces 150 000 entrepreneurs supplémentaires qui devront répondre aux besoins et exigences de nos concitoyens et aux enjeux démographiques, climatiques, économiques et sociétaux. Cela exige à la fois d'attirer des publics différents, mais aussi d'identifier la meilleure façon de les accompagner dans leur projet d'installation et d'assurer la transmission des entreprises. Nous pensons qu'il faut préserver les terres agricoles pour garantir, sur des fermes à taille humaine, des agriculteurs nombreux et formés sur l'ensemble de nos territoires. Des politiques ambitieuses guidées par une définition de l'actif agricole, selon le niveau de formation, l'acte de production, des critères de revenu, de gouvernance de l'exploitation ou de temps de travail, permettraient d'orienter les soutiens sur ceux qui participent à un modèle durable.

ENCORE FAUT-IL D'ABORD S'ASSURER QUE LA RELÈVE AGRICOLE SOIT BIEN LÀ !

L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE EN AGRICULTURE : QUELQUES CHIFFRES ET DONNÉES CLEFS

- 52 ans : âge moyen des chefs d'exploitation en 2016 (soit 11 ans de plus que tous les actifs) ;
- En pourcentage : 55% des agriculteurs ont 50 ans ou plus, 13% ont 60 ans ou plus ;
- 45% de la population agricole d'aujourd'hui sera en âge de partir à la retraite d'ici 2027 ;
- La population des agriculteurs a vieilli : entre 1982 et 2019, la part des 50 ans ou plus a augmenté de 7 points ;
- Entre 1900 et 2016, le nombre d'agriculteurs a été divisé par 10, passant de 5 millions à plus de 437 000 ;
- Installation en 2019 : 13 406 installations, dont 68% ont moins de 40 ans et 40% sont des femmes ;
- Diversification des profils : 20 825 porteurs de projet dont 38% de femmes, 32,4 ans d'âge moyen au Point Accueil Installation et 60% qui n'ont pas d'origine agricole.

Source : Insee (2020), MSA, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (2019)

UNE POLITIQUE FORTE À L'INSTALLATION ET LA TRANSMISSION POUR ASSURER NOTRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Nous proposons cinq axes programmatiques pour répondre à ces enjeux chiffrés :

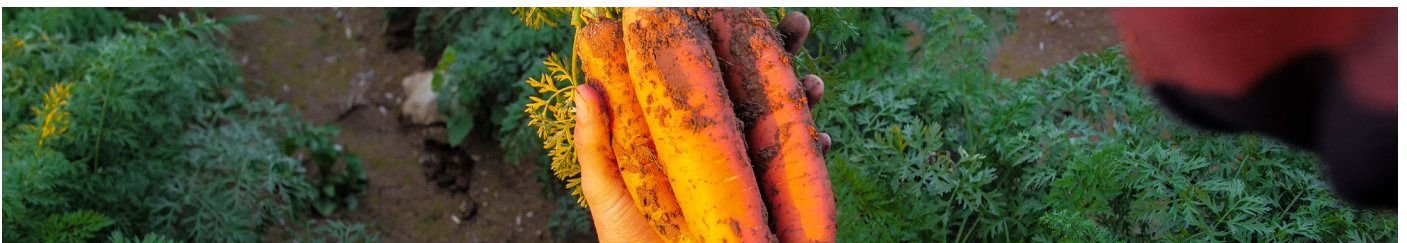
1. PROMOUVOIR NOS MÉTIERS AUPRÈS DES PUBLICS CIBLES

2. MISER SUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE DE QUALITÉ

3. FACILITER L'INSTALLATION ET LA REPRISE DE FERMES PAR UN POINT D'ENTRÉE UNIQUE

4. ACCOMPAGNER LES TRANSMISSIONS D'EXPLOITATIONS

5. PRÉSERVER LES TERRES AGRICOLES ET EN FACILITER L'ACCÈS POUR LES PORTEURS DE PROJET



1. PROMOUVOIR NOS MÉTIERS AUPRÈS DES PUBLICS CIBLES

Alors que certains cherchent à pointer du doigt l'agriculture, il faut plutôt valoriser l'attractivité du métier d'agriculteur. Ce dernier a du sens, offre une proximité avec la nature et une dimension entrepreneuriale, critères plébiscités par les nouvelles générations. Ce sont des métiers avec des traditions, des métiers d'avenir, innovants et créateurs de richesse dans nos territoires, pionniers de la transition agroécologique et numérique.

Pourtant, de moins en moins de jeunes les envisagent pour leur parcours professionnel. Le nombre de citoyens issus d'une famille d'agriculteurs se réduit. Pour beaucoup, le lien avec la ruralité et ses métiers est donc loin d'être une évidence.

Des milliers de postes plus ou moins qualifiés sont à pourvoir dans un secteur où il serait pourtant stratégiquement nécessaire d'être attractif.

NOS PROPOSITIONS :

- **PÉRENNISER UNE COMMUNICATION NATIONALE DE PROMOTION DES MÉTIERS INCLUANT DE LA PUBLICITÉ TOUT EN SE METTANT À DISPOSITION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ;**
- **AVOIR UNE STRATÉGIE FORTE D'ORIENTATION INCLUANT L'AGRICULTURE VISANT, D'UNE PART LES ÉLÈVES DU SECONDAIRE ET LEURS PARENTS, ET, D'AUTRE PART, LES PUBLICS EN RECONVERSION ;**
- **RETROUVER UN LIEN FORT ENTRE LES FRANÇAIS ET LEUR AGRICULTURE EN DÉVELOPPANT LES RENCONTRES AVEC LES AGRICULTEURS.**

2. MISER SUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE DE QUALITÉ

L'éducation et la formation sont un pilier de notre Nation. Ce constat n'est pas sans affecter l'agriculture puisque, du fait des révolutions que notre secteur a connu, en parallèle de la chute démographique, elle n'est plus une « voie de garage ».

Les formations agricoles sont des formations d'excellence qui recrutent en nombre. Nous avons besoin de vrais chefs d'entreprise qui assurent notamment la rentabilité économique et la résilience de leur exploitation, la qualité de la production, la performance environnementale, le bien-être animal et les bonnes conditions de travail de leurs salariés, quand ils en ont.

En effet, les exigences sociales, environnementales ou en terme de qualité pour l'alimentation de nos concitoyens induisent que nos métiers se complexifient et doivent donc être exercés par des professionnels formés et qualifiés. Ce qui n'exclut pas l'engagement, la passion ou la volonté de transmettre.

NOS PROPOSITIONS :

- **RENDRE ATTRACTIVE LA FORMATION INITIALE NOTAMMENT PAR LE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE ;**
- **RÉNOVER LES DIPLÔMES DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ;**
- **FACILITER L'ACCÈS À LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE (VAE) ET EN FAIRE UN OUTIL STRATÉGIQUE DE PROFESSIONNALISATION.**



3. FACILITER L'INSTALLATION ET LA REPRISE DE FERMES PAR UN POINT D'ENTRÉE UNIQUE

Tout porteur de projet en agriculture, où qu'il soit, doit bénéficier d'un accompagnement simple, lisible, personnalisé et équitable sur tous les territoires. Cet accompagnement doit favoriser l'autonomie et la professionnalisation de tous les porteurs de projet, quelle que soit la maturité de leurs réflexions.

NOS PROPOSITIONS :

Faire évoluer le dispositif actuel en un point d'accueil regroupant l'ensemble des problématiques sur la formation, l'installation et la transmission pour accompagner chaque porteur de projet tout au long de sa carrière d'entrepreneur. Il miserait sur les avantages suivant :

- **UNE SEULE ENTITÉ EN CHARGE D'UN DISPOSITIF UNIQUE SUR L'ENSEMBLE DE LA CARRIÈRE, DE LA PRÉPARATION À L'INSTALLATION JUSQU'À LA TRANSMISSION, REGROUPANT L'INTÉGRALITÉ DES PARTIES PRENANTES QUI GRAVITEAUTOUR DU RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE, POUR FAVORISER L'HYBRIDATION DES COMPÉTENCES ET OPTIMISER L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS ;**

- **UN SEUL CONSEILLER RÉFÉRENT À CHAQUE PÉRIODE DÉLICATE DE LA CARRIÈRE POUR BÉNÉFICIER D'ACTEURS DE PROXIMITÉ TOUJOURS DISPONIBLES, POUR SIMPLIFIER L'ACCOMPAGNEMENT TOUT EN FAISANT DU SUR-MESURE POUR CHAQUE PORTEUR DE PROJET ;**

- **UNE PLATEFORME NATIONALE, SUPPORT DE L'ACCOMPAGNEMENT, COMPRENANT L'ENSEMBLE DES RESSOURCES ET OUTILS NÉCESSAIRES FACILITANT L'AUTONOMIE DU FUTUR AGRICULTEUR.**

4. ACCOMPAGNER LES TRANSMISSIONS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES

La transmission est l'un des angles morts des politiques agricoles. Il s'agit pourtant d'un sujet de haute importance, autant d'un point de vue macro-économique, pour la préservation du tissu productif français, qu'individuel, puisque nous avons pu identifier que le besoin d'accompagnement devait se faire autant sur un plan économique, fiscal que social. Transmettre une exploitation sur laquelle on a travaillé toute une vie peut être une épreuve psychologique .

Les nombreux départs à la retraite peuvent également se présenter comme une opportunité pour des milliers de jeunes et publics en reconversion, à condition qu'elle s'accompagne de propositions fortes pour faire face aux difficultés structurelles encore trop importantes. Il n'est effectivement pas suffisant de miser uniquement sur la bonne volonté des cédants.

Nous devons nous munir de nouveaux outils pour faciliter et accompagner les transmissions et la libération du foncier, encourager et améliorer les conditions de départ à la retraite, faire converger le prix de l'exploitation vers sa valeur économique. Ces propositions (et d'autres issues de cette note) peuvent se concrétiser, durant le prochain quinquennat, sous la forme d'une concertation de l'ensemble des acteurs concernés par le renouvellement des générations et la transmission des exploitations.

NOS PROPOSITIONS :

- **COORDONNER LES DIFFÉRENTS DISPOSITIFS D'AIDES DE L'ETAT, DES COLLECTIVITÉS ET DES PARTENAIRES SUR LES TERRITOIRES ;**

- **CRÉER DES SYSTÈMES DE BONUS/MALUS (FISCAL, SOCIAL, ÉCONOMIQUE, ETC.) EN FAVEUR DES CÉDANTS QUI TRANSMETTENT À UN JEUNE PLUTÔT QUE DE FAVORISER L'AGRANDISSEMENT ;**

- **A L'INSTAR DES JEUNES, METTRE EN PLACE DES FORMATIONS POUR AIDER LES CÉDANTS À APPRÉHENDER LEUR DÉPART ;**

- **SOUTENIR DES MESURES FISCALES ET SOCIALES POUR LES CÉDANTS TRANSMETTANT À DES JEUNES, COMPLÉMENTAIRES AUX BONUS/MALUS (TFNB, DROITS DE MUTATION, ETC.).**



LES ENJEUX DE LA PRÉSERVATION DU FONCIER ET DE L'ACCÈS À LA TERRE

- Plus de 800 000 hectares de surfaces agricoles perdus en 10 ans ;
- Malgré un ralentissement, l'artificialisation reste trop importante : 22 900 hectares par an ;
- L'agriculture perd, en surface, l'équivalent de la SAU d'un département tous les 14 ans ;
- L'agriculture perd 7 m² de terres par seconde, soit l'équivalent de 18 baguettes de pain ;
- 2/3 des futurs retraités n'ont pas identifié de repreneurs alors qu'ils détiennent 1/4 de la SAU.

Source : ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, FNSafer, Agreste (2021)

5. PRÉSERVER LES TERRES AGRICOLES ET EN FACILITER L'ACCÈS POUR LES PORTEURS DE PROJET

Dès maintenant et durant les 10 prochaines années, 1/4 de la SAU française fera l'objet de transactions en raison du nombre inédit de départs en retraite d'exploitants agricoles à venir. C'est l'équivalent de la surface agricole des régions Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes réunies.

La terre agricole est l'objet de toutes les convoitises : agrandissement d'exploitations existantes, installations, artificialisation, énergies renouvelables, etc. Rappelons-le, l'installation de jeunes nombreux et formés est la première des priorités, qui introduit de nombreux défis.

NOS PROPOSITIONS :

- CONSIDÉRER LE FONCIER AGRICOLE COMME ENJEU DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, EN RÉGULANT LES PRIX ;
- LUTTER CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES TERRES AGRICOLES ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN S'OPPOSANT AU DÉVELOPPEMENT DE PANNÉAUX PHOTOVOLTAÏQUES AU SOL ;
- CRÉER UNE BASE UNIQUE DES REGISTRES (CADASTRE, ACTIFS, MSA, ETC.) POUR EN FAIRE UN OUTIL PLUS PERFORMANT DE GESTION ET DE PRÉSERVATION DES TERRAINS AGRICOLES ;
- RÉFORMER ET MODERNISER LE CONTRÔLE DE L'ACCÈS À LA TERRE PAR UNE GRANDE LOI FONCIÈRE ;
- DÉVELOPPER DES FORMES INNOVANTES D'ACCÈS AU FONCIER POUR LES JEUNES ET RÉNOVER LE STATUT DU FERMAGE.

« RENOUVELER, PROTÉGER ET PROGRESSER »

UNE POLITIQUE FORTE EN FAVEUR DE L'INSTALLATION ET DE LA TRANSMISSION PERMETTRA D'INCITER UN MAXIMUM DE JEUNES À DEVENIR AGRICULTEURS ET DONC D'ASSURER LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS. PLUS LARGEMENT, LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DEVRONT PROPOSER UNE RÉFLEXION GLOBALE ET PROSPECTIVE SUR LE RENFORCEMENT DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE LA RÉSILIENCE DU SECTEUR AGRICOLE. LEUR RESPONSABILITÉ SERA DONC DE PRÉSENTER AUSSI DES MESURES POUR :

- AMÉLIORER LE REVENU DES AGRICULTEURS POUR L'ENSEMBLE DE LEUR PRODUCTION ;
- DÉVELOPPER LES RÉMUNÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES QUI AMÉLIORENT NOTRE CAPACITÉ À PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT ;
- FAVORISER LES INITIATIVES ET LA DIVERSITÉ DES MODÈLES AGRICOLES PROTÉGÉANT NOS SOLS (AGRICULTURE DE CONSERVATION DES SOLS, SEMIS DIRECTS, ETC.) ;
- CRÉER UN SYSTÈME PROTÉGÉANT DES ALÉAS CLIMATIQUES, SANITAIRES ET ÉCONOMIQUES ;
- STRUCTURER DES FILIÈRES DURABLES QUI ASSURENT LA MONTÉE EN GAMME DE NOTRE ALIMENTATION ET GARANTISSENT UNE ORIGINE FRANCE ACCESSIBLE À TOUS LES CONSOMMATEURS ;
- SOUTENIR UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AMBITIEUSE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ;
- REVOIR LES RÈGLES DU COMMERCE INTERNATIONAL ALIMENTAIRE POUR PLUS DE COMPLÉMENTARITÉ.

CONTACT

Thomas Debrix

Responsable Communication et Affaires Publiques

tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr

Tél : 01 42 65 29 85 / Port : 06 68 66 15 83

